

Michael Hudson : la guerre en Iran déclenche l'Armageddon financier mondial

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, explique pourquoi la guerre contre l'Iran a modifié de façon permanente l'économie mondiale. Veuillez soutenir le travail important de Michael Hudson sur : patreon.com/michaelhudson Reporter l'hiver financier mondial, mais pour combien de temps ? : <https://www.counterpunch.org/2026/04/20/postponing-the-worlds-financial-winter-but-for-how-long-irans-mad-standoff-with-the-rest-of-the-world/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Michael Hudson pour parler de la crise économique mondiale dévastatrice provoquée par la guerre en Iran, et aussi, en quelque sorte, de ce qui devient une compétition pour le futur ordre économique mondial, celui qui émergera quand l'ordre actuel prendra fin. Merci, comme toujours, d'être de retour dans l'émission.

#Michael Hudson

C'est toujours un plaisir d'être ici, parce que les questions que vous posez concernent la façon dont l'économie mondiale, dans son ensemble, est en train d'évoluer.

#Glenn

Oui, et il se passe tellement de choses en même temps. On vit vraiment, encore une fois, une période historique, où l'architecture économique des quatre-vingts dernières années est en train de s'effondrer sous nos yeux. Et on veut, enfin, ils aimeraient savoir ce qui pourrait venir après tout ça, et aussi comprendre comment les différents acteurs réagissent. Vous avez publié tout récemment un excellent article intitulé *Jusqu'à quand peut-on repousser l'hiver financier mondial ?* Je le recommande vivement à tout le monde, le lien est dans la description. Alors je me suis dit qu'un bon point de départ, ce serait les marchés de l'énergie, parce que c'est évidemment un choc majeur pour l'économie mondiale — la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran plonge en fait tous ces marchés internationaux de l'énergie dans la crise. Je me demandais si, selon vous, il y a malgré tout un aspect positif pour les États-Unis dans ces problèmes énergétiques.

#Michael Hudson

Eh bien, les marchés de l'énergie, c'est à peu près tout. Prenez les engrais, par exemple. On me dit qu'en Inde, les prix des engrais ont déjà fortement augmenté. Et aux États-Unis, ils montent tellement que les agriculteurs disent que s'ils doivent payer l'engrais, le matériel, et tous les autres intrants dont les prix flambent, ils ne pourront tout simplement pas gagner d'argent sur leurs récoltes. Bien sûr, les prix des cultures pourraient eux aussi augmenter, parce que partout dans le monde, il va y avoir une pénurie de récoltes sans engrais. Mais les agriculteurs doivent d'abord aller à la banque, emprunter de l'argent, avant de pouvoir dépenser pour les semis du printemps et de l'été.

Et ça, en général, ça veut dire vendre la récolte à l'avance, à un prix garanti. Du coup, ce sont les grandes entreprises, celles qui font le commerce des récoltes, qui vont faire de gros profits, pas les agriculteurs. Donc, en réalité, ils se font complètement avoir. Et bien sûr, ce sont eux qui restent les plus fidèles à Trump et aux Républicains. Alors forcément, ces derniers peuvent se permettre de léser les agriculteurs, puisque c'est leur base électorale. Mais il n'y a pas que ça : les produits pharmaceutiques sont aussi concernés. Ils sont fabriqués à partir de tous ces engrais, les produits pharmaceutiques. Déjà, le néon... pardon, l'hélium... a déjà été coupé, et ça perturbe le fonctionnement des appareils d'imagerie dans les hôpitaux, ainsi que la congélation cryogénique des puces informatiques.

Ensuite, il y a simplement l'énergie de base pour les transports, surtout les carburants d'avion très raffinés. Et ça, ça a déjà entraîné d'énormes réductions dans les vols prévus par les compagnies aériennes pour cet été, pour la saison touristique. Donc, l'énergie, en réalité, c'est toute l'économie. Et souvent, on entend des analyses un peu simplistes qui disent : « Bon, l'énergie représente dix pour cent du PIB, donc le PIB va baisser de dix pour cent. » Mais ça, ça n'aide pas beaucoup, parce qu'en fait, pour fabriquer un produit, il faut toute une série d'éléments. Et si vous n'avez pas l'énergie nécessaire, ça veut dire que tout le reste ne peut pas être utilisé non plus. Et au final, ça provoque du chômage dans l'industrie manufacturière.

La production d'aluminium a déjà été réduite, parce qu'en réalité, l'aluminium, c'est de l'électricité transformée, utilisée pour le raffinage électrolytique de la bauxite. Et tout au long de la chaîne, l'impact sera supérieur à dix pour cent. Et le génie de la position politique de l'Iran, c'est de dire : si vous, le reste du monde, ne stoppez pas les États-Unis et Israël dans leur projet de nous détruire — ce qu'ils menacent de faire ouvertement —, ils vont faire sauter tous nos ponts. Ils vont détruire toutes nos capacités de raffinage. Ils vont anéantir notre électricité. Ils provoqueront un changement de régime et rétabliront un État policier, comme celui du Shah, qui avait justement conduit à la révolution de mille neuf cent soixante-dix-neuf pour le renverser. Et si vous restez là, à regarder le monde ignorer tout le corpus du droit international et les lois de la guerre que la Charte des Nations unies était censée faire respecter, alors nous, nous ne tomberons pas seuls.

Nous allons emmener avec nous les autres producteurs de pétrole arabes. Ça va provoquer une telle pénurie que cela entraînera une dépression internationale, pire que celle des années trente. Et si elle est pire que la Grande Dépression, c'est parce que celle-ci était avant tout une crise financière. Mais une réduction de l'énergie et du flux physique des biens, ça touche directement le processus de production. Et ça, on ne peut pas le résoudre simplement en effaçant des dettes, ni en disant : « mettons en place une économie de guerre » ou « faisons du keynésianisme militaire » pour en sortir. C'est bien plus grave. Donc, pour l'économie mondiale, tout le monde va en souffrir si les autres pays ne restructurent pas la manière dont le commerce mondial, les paiements, la finance et la gestion des réserves internationales sont organisés. Il faut que tout cela soit réformé ensemble.

Et cela demande vraiment une réforme des Nations unies, ou même, parfois, une réforme plus simple : créer une toute nouvelle institution, une nouvelle organisation des Nations unies, plutôt que d'essayer de réparer quelque chose d'aussi abîmé par l'ingérence des États-Unis et par la corruption. Non seulement la corruption liée au droit de veto, qui permet aux États-Unis d'empêcher l'ONU de faire quoi que ce soit d'important qu'ils ne veulent pas, mais aussi la corruption de l'Agence de l'énergie atomique, qui agit en gros comme un espion au service du terrorisme israélien contre l'Iran. Sans parler du fait que les États-Unis poussent les Nations unies à la faillite en refusant de payer leurs contributions. Et du fait qu'ils bloquent toute initiative internationale pour faire face au réchauffement climatique et remplacer les combustibles fossiles — le pétrole et le gaz, pour commencer — par l'énergie nucléaire, solaire, éolienne ou d'autres alternatives.

Donc, tout le système doit être transformé, dans son ensemble. Ce n'est pas juste, « tiens, remettons le pétrole à couler ». Et c'est pour ça que je ne comprends pas pourquoi les marchés boursiers disent : « eh bien, peut-être qu'il y a un juste milieu, et tout le monde pourra y trouver son compte ». Comme s'il pouvait y avoir une position intermédiaire entre une dépression mondiale et une reddition totale de l'Iran, avec un transfert complet du contrôle international du commerce du pétrole vers les États-Unis. Pour l'utiliser comme une arme, pour devenir en quelque sorte le dictateur du monde, et faire au reste de la planète ce qui risque d'arriver si on détruit aujourd'hui le commerce de l'OPEP. Voilà le choix. Et ce choix semble impensable, du point de vue des grands investisseurs qui se cachent derrière les marchés d'actions et d'obligations.

#Glenn

Ce que vous décrivez, en fait, c'est une destruction économique mutuelle assurée. Et je comprends pourquoi. D'ailleurs, je crois que vous avez utilisé ce terme aussi, dans votre article. Mais je comprends pourquoi l'Iran agit ainsi, parce qu'en réalité, personne n'est venu à son secours. Autrement dit, quand les États-Unis et Israël ont attaqué de cette manière, de façon très brutale aussi, en détruisant ses infrastructures, en visant les réacteurs nucléaires, en parlant même d'anéantir toute une civilisation... Ce que j'ai vu dans la presse européenne, c'était plutôt : eh bien, maintenant, les Iraniens vont enfin pouvoir goûter à la liberté, puisqu'ils ont été libérés de la dictature, et tout le reste.

En gros, au début, presque tous les articles parlaient de la façon de légitimer tout ça. Personne ne parlait de droit international, ni de faire marche arrière. Donc, encore une fois, si ce sont eux seuls qui risquent d'être détruits — la destruction de leur civilisation — évidemment qu'ils veulent réagir de cette manière. Mais ça ressemble quand même à une sorte de destruction mutuelle assurée. Et puis, les États-Unis, enfin... ils ne veulent pas que le système économique international s'effondre complètement, mais ils ne veulent pas non plus renoncer à leur domination. Alors, selon vous, vers quoi tout ça se dirige ? Est-ce que...

#Michael Hudson

Il préférerait faire s'effondrer toute l'économie, l'économie mondiale et même la sienne, plutôt que de renoncer à sa domination. Il est prêt à tout faire exploser. Et puis, il y a la personnalité de Trump : il veut être célèbre. Et comment peut-on être plus célèbre que celui qui met fin à la civilisation et laisse mille ans pour la reconstruire après une guerre atomique ? Il passerait à l'histoire comme l'homme qui a mis fin au monde entier, à toute une époque de la civilisation. Il a une motivation pour faire sauter le monde.

Et il a nommé Hegseth à la tête du département de la Guerre. C'est un fanatique religieux, un de ces « fous de Jésus » qui croit que, si on met fin à la civilisation, Jésus reviendra, qu'il sauvera les chrétiens, les enverra tous au paradis, et que tout le reste de l'humanité ira en enfer. Ce sont des gens complètement déconnectés qui sont aux commandes. Donc, on n'est pas dans une situation qu'on peut gérer avec des modèles rationnels. C'est un modèle irrationnel, comme on l'a vu dans tous les articles de presse sur les disputes qui éclatent dans la salle de crise de la Maison-Blanche, quand les généraux refusent tout simplement de donner à Trump les codes de la bombe atomique, parce qu'ils disent qu'il aurait pu s'en servir samedi dernier. Voilà à quel point c'est fou.

#Glenn

Tu sais, c'est quand même incroyable qu'on en soit arrivé là, surtout venant de quelqu'un comme Trump, qui avait fait campagne sur le retour à la normalité, ou sur la fin des guerres sans fin. Et sur la dimension religieuse de tout ça, c'est assez... D'un côté, on les voit utiliser la religion de manière excessive pour justifier la guerre, pour mobiliser l'armée et l'opinion publique. Mais dès que le pape critique la guerre, là, tout à coup, plus aucun respect pour l'autorité religieuse. Franchement, c'est assez extraordinaire. Ça ne paraît pas très sincère, pour être honnête. Mais... que penses-tu de la défense iranienne, dans tout ça ? Parce qu'encore une fois, ils font face à une menace existentielle. Ils veulent abattre leur adversaire. Comment tu vois leur capacité à résister à tout ça, économiquement parlant ?

#Michael Hudson

Comparons les capacités de l'Iran et celles des États-Unis. Les États-Unis ont, en gros, épuisé la plupart de leurs missiles disponibles, leurs bombes, leurs lance-missiles, leurs avions. Ils ont réduit leurs moyens. Et ils ont peur d'approcher leur marine à portée de tir de l'Iran. Autrement dit, les États-Unis ont perdu leur pouvoir militaire de contrainte. C'est pour ça que Trump a dit : eh bien, l'armée me dit que je ne peux pas envahir par voie terrestre pour prendre l'île de Karg ou pour saisir l'uranium. On a déjà essayé, et ça a échoué. Alors, si je ne peux pas mener une invasion militaire, comme on l'a fait dans une opération si bien ficelée au Venezuela, et si je ne peux pas simplement les bombarder, parce qu'ils ont des radars anti-aériens capables d'abattre nos avions, nos ravitailleurs, et qu'on perdrait nos appareils... et que, de toute façon, ça ne les détruirait pas, puisque les défenses de l'Iran et tout son réseau administratif sont tellement décentralisés... Eh bien, il ne reste qu'une seule solution : la bombe atomique.

C'est pour ça qu'il a demandé samedi : donnez-moi les codes de la bombe atomique. Je ne comprends pas pourquoi le reste du monde ne voit pas où tout ça va nous mener. Parce que, déjà dans les années soixante-dix, quand je travaillais avec Herman Kahn, l'Institut Hudson se consacrait justement à étudier la suite des réactions politiques et militaires qu'entraînerait une bombe atomique. Et, en gros, ça voulait dire que tout le monde finirait par en vouloir une. Et on se dit, enfin, la blague, c'est qu'en essayant d'empêcher la fiction, le prétexte selon lequel l'Iran voulait se doter d'une bombe atomique, maintenant tout le monde se rend compte qu'il en faut une. Si on n'a pas notre propre bombe atomique, Israël peut nous bombarder. Israël est le seul pays au monde autorisé à posséder deux cents bombes atomiques et à les utiliser contre qui il veut, alors que nous, non. Donc, il faudrait deux cents pays... oui, que nous en ayons tous aussi. Voilà le deux poids, deux mesures qui s'est installé.

Et encore une fois, les pays ne prennent pas de mesures pour isoler les États-Unis et Israël et leur dire : écoutez, si vous continuez sur cette voie, à menacer avec la bombe atomique, si vous ne contrôlez pas le commerce mondial du pétrole, pour en faire une arme et l'utiliser comme moyen de pression en disant qu'on ne peut pas avoir de pétrole à moins de se plier à votre politique étrangère et d'accepter de transférer nos investissements et nos grandes industries vers les États-Unis comme centre économique, alors vous allez nous pousser vers une dépression en nous coupant du pétrole. Vous menacez exactement de faire ce que l'Iran avait prévu comme danger. L'armée américaine, elle, n'a pas la capacité de vraiment conquérir l'Iran. Tout ce qu'elle peut faire, c'est le bombarder.

Et les Iraniens, malgré ce que dit Trump, leur marine n'est pas détruite. Peut-être la moitié, oui, mais pas tout. Leurs avions non plus ne sont pas détruits. Là encore, peut-être la moitié. Les lance-missiles ne sont pas détruits. Ce qui a été détruit, ce sont les ballons qu'ils avaient achetés à la Chine et gonflés pour ressembler à des lance-missiles. C'est ça qui a été bombardé. Et Trump a dit : « Nous avons détruit tous leurs lance-missiles. » Donc, l'Iran est aujourd'hui dans une position militaire défensive beaucoup plus solide. Et l'Iran n'est pas une puissance offensive. Les seuls pays que l'Iran peut vraiment menacer, ce sont ses voisins arabes en Asie de l'Ouest. Ce ne sera jamais une puissance mondiale au sens où l'Amérique, la Russie ou la Chine le sont sur le plan militaire.

Ce ne sera pas une puissance d'investissement, parce qu'on lui a retiré ses moyens d'investissement à l'étranger. Ce ne sera même pas une grande puissance commerciale. Ce qui lui donne toute la force qu'elle a aujourd'hui, c'est sa force morale. Elle dit : nous ne laisserons pas les États-Unis devenir le dictateur du monde, utiliser le commerce du pétrole, le commerce alimentaire, le dollar, comme des armes contre d'autres pays pour maintenir un contrôle unilatéral et exploiteur sur eux. Nous ne laisserons pas faire ça. Il faut bien que quelqu'un fixe une limite, et c'est l'Iran qui l'a fixée.

C'est ça, sa force morale. Et les autres pays, en réalité, n'ont pas vraiment le choix. Soit ils disent à l'Iran : vous avez raison, il faut changer, il faut mettre fin à cette agression menée par les États-Unis et Israël, qui affirment : nous détruirons votre économie, militairement ou économiquement, si vous ne faites pas ce que nous voulons. Soit ces pays décident de s'isoler des États-Unis et d'Israël, en suivant leur propre voie. Et au fond, cela revient à isoler les États-Unis, jusqu'à ce qu'ils mettent fin à leur stratégie militaire et financière qui consiste à transformer en arme tout ce qu'ils font, dans chaque domaine économique et social.

#Glenn

C'est intéressant que ce rôle soit finalement revenu aux Iraniens, pour en quelque sorte mettre les États-Unis face à leurs propres limites. Parce que toi et moi, on en a déjà parlé : quand une puissance hégémonique est sûre d'elle — comme les Britanniques au dix-neuvième siècle ou les Américains au vingtième —, elle a tout intérêt à maintenir un système économique international ouvert et libéral. Autrement dit, tout le monde doit pouvoir accéder aux technologies et aux industries. L'accès aux voies de transport internationales, que ce soit par mer ou par terre, doit être libre. L'accès aux devises, aux banques, et ainsi de suite, doit l'être aussi. Mais dès que l'hégémon entre en déclin, il cherche à inverser cette tendance en transformant, en quelque sorte, tous les aspects de la connectivité économique en armes. Toute cette interconnexion, qui auparavant servait de moteur à la croissance mondiale, devient alors un outil pour tenter de restaurer sa puissance hégémonique.

Vous savez, on voit que tout ça est utilisé contre la Chine, dans une large mesure — pas seulement dans la tech, l'énergie ou les corridors de transport, mais de plus en plus aussi contre la Russie. Mais l'Iran, on dirait qu'eux, ils ont décidé de dire stop. Et en plus, ils ont des atouts avec le détroit d'Ormuz. Je trouve ça vraiment fascinant, parce qu'en retirant aux États-Unis le contrôle du détroit d'Ormuz, ils peuvent faire beaucoup d'autres choses. Je vois maintenant qu'ils ont posé des conditions — en gros, ils ont installé une sorte de péage — et ils ont dit que tout le monde devait payer, surtout les pays qui ont attaqué ou sanctionné l'Iran. Ils doivent verser des réparations, donc c'est un avantage supplémentaire. Et puis, ils ne veulent plus de dollars. C'est vraiment extraordinaire.

#Michael Hudson

C'est impossible qu'ils aient des dollars. Ils en avaient, mais les États-Unis les ont confisqués. Si vous avez des dollars, les États-Unis vont immédiatement vous les prendre, comme ils ont pris les trois cents milliards de la Russie. Le dollar est inutilisable pour tout pays qui veut préserver sa souveraineté nationale. Je veux dire aussi que vous utilisez le mot « libéral », mais ce terme est complètement mal employé en général. Le décollage des nations industrielles — la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis — n'était pas libéral. Le mot « libéral » veut en réalité dire « néolibéral ». Ça veut dire : pas d'État. Aujourd'hui, « libéral », ça veut dire Margaret Thatcher, Ronald Reagan. Et ça veut dire qu'il faut démanteler toute forme de soutien public à l'économie, au lieu que les gouvernements gèrent les monopoles naturels comme les transports ou les communications, et qu'ils assurent l'éducation et la santé gratuites.

Tout ça, c'était le dix-neuvième siècle. Ce n'était pas du libéralisme. Le mot qu'on utilisait alors, c'était plutôt socialisme, sous une forme ou une autre, ou peut-être social-démocratie. Mais on ne parlait pas de libéralisme. On rejetait complètement l'idée du libre-échange, pour que les gouvernements puissent façonner les marchés, afin d'empêcher la recherche de rente, d'éviter que les prix de l'immobilier ne s'envolent en taxant la rente foncière, et d'empêcher les monopoles de se former. On le faisait soit par des lois comme le Sherman Antitrust Act de dix-huit cent quatre-vingt-dix aux États-Unis, et la politique de lutte contre les trusts de Teddy Roosevelt, soit, mieux encore, en plaçant toutes ces formes de monopoles naturels entre les mains de l'État. C'est ce qu'on a fait, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, avec par exemple le canal Érié, et bien d'autres cas similaires.

Il y avait donc toute une doctrine qui consistait à examiner la formation du capital public. L'investissement dans les infrastructures publiques était considéré comme un facteur de production. Mais, contrairement au capital industriel ou au capital privé, l'objectif de l'investissement public n'était pas de faire du profit. Il s'agissait de fournir des services essentiels à certains secteurs, à des tarifs subventionnés ou même gratuitement, afin de réduire le coût global des affaires dans l'économie.

Et au bout du compte, ce contrôle exercé par l'État sur la finance s'est manifesté le plus clairement en Allemagne et en Europe centrale, à la fin du dix-neuvième siècle. À ce moment-là, le gouvernement, l'industrie et les banques avançaient main dans la main pour orienter le système financier. L'objectif n'était pas de générer des profits financiers pour les investisseurs, mais de financer la formation du capital et le développement industriel, de construire des usines — souvent dans les secteurs liés à l'armement, bien sûr — mais de produire une véritable industrie. Eh bien, tout cela, c'était précisément le cœur de l'économie politique classique. L'idéal de toute la doctrine de l'économie politique du capitalisme industriel, c'était de réduire au minimum la rente économique.

C'était la théorie de la valeur. C'est de ça que parlaient Ricardo, John Stuart Mill, Karl Marx. Ils cherchaient tous à comprendre comment maintenir les prix en accord avec le coût réel de production, avec la valeur, et comment éliminer la rente économique — c'est-à-dire l'excédent du

prix de marché par rapport à la valeur, dû aux privilèges spéciaux hérités de la société européenne médiévale. Ces privilèges, c'étaient les emplois héréditaires d'absentéistes, la propriété foncière détenue par une aristocratie de propriétaires, les monopoles créés par les banques internationales à partir du quatorzième siècle pour permettre aux rois d'avoir des revenus et de financer leurs dettes de guerre, ainsi que le système bancaire en général, destiné à fournir du crédit pour la croissance économique.

Eh bien, après la Première Guerre mondiale, tous ces plans pour développer une économie industrielle ont été mis de côté. La finance a remplacé l'industrie comme principal moyen d'enrichissement et de réussite dans tout l'Occident. Et si on regarde aujourd'hui, l'économie la plus performante en termes de croissance de la production et du niveau de vie, c'est la Chine. Ce qu'elle a fait, c'est appliquer exactement le même principe qui avait rendu les États-Unis riches, productifs et dominants au dix-neuvième siècle. Elle a gardé les monopoles naturels entre les mains de l'État. Les transports sont très bon marché, ils sont subventionnés. La santé et l'éducation le sont aussi. Mais surtout, la Chine a conservé le système bancaire sous contrôle public. La Banque populaire de Chine crée du crédit pour la production réelle, concrète.

Malheureusement, une grande partie de tout ça a fini dans la surproduction immobilière. Mais l'idée, c'est qu'on ne va pas accorder de prêts à des spéculateurs financiers pour qu'ils empruntent de l'argent, rachètent une entreprise, la pillent, puis la laissent tomber. Et c'est exactement ce qui se passe en Occident. Et toute la semaine, par exemple, dans le **Financial Times** et le **Wall Street Journal**, on en parle : les grandes banques et les grands fonds d'investissement, qui ont prêté de l'argent pour financer la prise de contrôle d'entreprises privées et leur dégradation — leur réduction d'effectifs, leur pillage pur et simple — refusent de laisser les fonds de pension récupérer leurs placements, sauf s'ils acceptent de perdre cinquante, quatre-vingts pour cent, voire tout leur argent. Parce que, au fond, toute l'économie américaine est devenue une bulle.

Donc, quand je parlais tout à l'heure des effets de l'arrêt de l'énergie, l'un des effets, c'est de faire s'effondrer tout ce secteur financier extrêmement endetté — tout ce système d'achats à effet de levier et de pyramide de dettes, surtout aux États-Unis. Comme pendant la Grande Dépression, les États-Unis étaient l'économie la plus endettée du monde. Tout le secteur financier va s'effondrer. Ce qui sera détruit, ce n'est pas seulement la production réelle, c'est tout le système de financiarisation qui a fait que les États-Unis ont pris un tel retard sur la Chine. Par exemple, dans les pays qui, au lieu d'être purement libéraux, considèrent que l'État doit jouer un rôle positif pour assurer certains besoins essentiels et empêcher l'exploitation. Si vous n'avez pas un État assez fort pour empêcher une oligarchie financière de se former, alors vous finissez comme les États-Unis — avec une économie en échec.

Ou alors, comme l'Allemagne et la plupart de l'Europe de l'Ouest, une économie en échec à cause de leur néolibéralisme. Donc je voulais simplement faire très attention à l'usage du mot « libéralisme ». C'est un terme qui s'oppose à l'État, et plus précisément au socialisme. C'est justement ce qui a provoqué toute la réaction contre le capitalisme industriel, parce que le capitalisme industriel lui-

même évoluait vers le socialisme — vers un rôle croissant de l'État dans l'économie, en investissant dans les infrastructures, en empêchant les monopoles, en taxant ou en supprimant la rente foncière, la rente de monopole et l'exploitation financière. Tout un ensemble idéologique s'est effondré en même temps que la production. L'idéologie, apparemment, c'est la dernière chose qui disparaît.

#Glenn

C'est un bon point. On utilise souvent le mot « libéral » à cause de l'idée d'ouverture du système, mais en réalité, il n'est pas ouvert.

#Michael Hudson

Non, je suis d'accord. Les États-Unis disent que si le commerce est ouvert, alors ils ne peuvent plus le contrôler. Ils affirment qu'il ne peut pas y avoir de libre-échange ni d'investissements ouverts. Si tout le monde peut utiliser le dollar, alors ils ne peuvent plus tout leur prendre ni les forcer à faire ce qu'ils veulent. Rien n'est vraiment ouvert. C'est un système fermé, contrôlé de manière centralisée par les États-Unis. Le libéralisme, en réalité, c'est de la planification centrale. Mais pas une planification faite par le gouvernement, plutôt par le secteur financier et par le secteur politico-militaire. Voilà ce qu'est le libéralisme. Il faut comprendre que c'est une planification centralisée, non pas par l'État, non pas par la démocratie, mais par la richesse financière et par l'armée, pour protéger leur domination.

#Glenn

Non, oui, c'est bien là où je voulais en venir. Je pense que cette recherche de rente ne vient pas seulement de leur propre population — c'est-à-dire du public américain — mais aussi d'autres pays. Et c'est pour ça, je crois, que beaucoup de pays qui s'éloignent du système économique dominé par les États-Unis partent du principe qu'ils vont forcément en souffrir. Mais on voit bien, comme dans le cas de la Russie, qu'ils peuvent aussi en tirer des avantages, justement en ne payant plus ces rentes. Mais si on regarde la situation des États-Unis, quand ils étaient une puissance hégémonique, ils avaient certains privilèges : tout le monde utilisait le dollar, leurs banques, leurs technologies. Aujourd'hui, alors que les États-Unis peinent à maintenir cette position dominante, ils semblent adopter une approche très différente. Une approche, disons, très extractive du commerce. Ils veulent tout maximiser. Et dire ça, c'est peut-être même en dessous de la réalité. Mais dans ce contexte, qui, selon vous, a encore envie d'investir dans l'économie américaine, alors qu'il est assez clair ce qu'ils cherchent à faire maintenant ? Eh bien, c'est un peu ça, le fantasme de tout ce système.

#Michael Hudson

Donald Trump dit, eh bien, vous savez, on peut aller dans deux directions. Soit, l'Iran, eh bien, on attaque l'Iran pour tenter une dernière fois de s'emparer de son pétrole, c'est comme ça que tout

commence. Ça n'a rien à voir avec l'Iran qui voudrait une bombe atomique. L'Iran est très loin d'avoir une bombe atomique. C'est l'Amérique qui veut son pétrole. Ou alors, dans ce cas, il y aura une dépression mondiale. Mais s'il y a une dépression mondiale, Trump a dit, nous, on s'en sortira mieux. Regardez-nous : on a du pétrole, on a du gaz. On n'a pas besoin du pétrole et du gaz des autres. Les autres pays souffriront davantage, et ça veut dire qu'on souffrira moins qu'eux. Et pour lui, c'est ça, gagner — dans un monde qui se rétrécit, souffrir moins que ses adversaires. Eh bien, ça, c'est son fantasme.

Mais il ne se rend pas compte que, oui, les États-Unis ont du pétrole et du gaz, mais ils n'ont plus d'industrie. Ils n'ont plus aujourd'hui les moyens de produire des biens industriels, parce qu'ils n'ont plus de main-d'œuvre industrielle. Même dans le bâtiment, c'est pareil. La plupart des emplois manuels, des travaux pénibles, des emplois mal payés, étaient assurés par des immigrés. Et Trump a mis fin à tout ça. Du coup, il n'y a plus ce système de soins à la personne assuré par les immigrés, plus les restaurants, ni toutes ces activités qu'ils faisaient — la cueillette des récoltes, par exemple — ni même les ouvriers d'usine, parce qu'il n'y a tout simplement plus d'usines où ils pourraient travailler.

Les immigrés ont toujours fait le travail le plus dur, un peu comme aux Émirats arabes unis, où la population est en grande partie immigrée. C'est pareil en Arabie saoudite. C'est comme ça que les pays recrutent leur main-d'œuvre. Les États-Unis, eux, ne peuvent pas rivaliser sur le plan industriel ou agricole avec d'autres économies en disant : « On va vous exporter quelque chose dont vous avez besoin, et en échange, vous nous vendez ce qu'il nous faut, vos matières premières, ou ce que vous produisez. » Le coût du travail est tout simplement trop élevé aux États-Unis, et ce n'est pas parce que le niveau de vie des Américains est particulièrement élevé.

Le niveau de vie des travailleurs américains a baissé régulièrement depuis deux mille huit, et en réalité depuis mille neuf cent quatre-vingt. La fin des années soixante-dix, c'était vraiment le moment clé pour le niveau de vie des travailleurs aux États-Unis. À cette époque, on pouvait encore acheter un logement avec son salaire. Mais surtout depuis qu'Obama a renfloué les banques et les fraudes liées aux prêts hypothécaires toxiques, ça a pratiquement anéanti une grande partie des ménages à faibles revenus. Depuis deux mille huit, presque toute la croissance de la richesse aux États-Unis est allée, comme on l'a déjà dit, aux dix pour cent les plus riches. Et cette richesse vient du secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier, pas du tout de l'économie industrielle. L'économie industrielle américaine, en fait, a été pratiquement dissoute. Les États-Unis ont passé un accord avec la Corée et aussi avec le Japon pour qu'ils construisent des filiales sur le sol américain. Et la Corée a dit, eh bien, vous savez, nous sommes venus ici.

On a essayé d'embaucher de la main-d'œuvre américaine. Franchement, ils ne sont pas bons dans le bâtiment. Ils sont trop négligents. Du coup, on doit faire venir nos propres ouvriers. C'est pareil à Taïwan. Ils avaient des projets à plusieurs milliards pour construire une usine de puces électroniques dans l'Ouest, et ils se sont rendu compte qu'ils devaient utiliser leurs propres travailleurs. Impossible de compter sur des ouvriers américains pour ça. En fait, plus personne ne veut faire de travail

manuel aux États-Unis. Et ceux qui acceptent encore ces emplois sont en train d'être expulsés, ou menacés de l'être, parce qu'ils ont immigré. Pourtant, c'est justement en faisant un métier manuel qu'on peut prendre pied dans ce pays. Alors il y a cette idée, un peu fantasmée, que si une dépression mondiale arrivait, l'Amérique pourrait en sortir gagnante. Mais en réalité, ça montrerait surtout à quel point l'Amérique est creuse à l'intérieur.

C'est un peu comme quand John McCain disait que la Russie, c'était une station-service avec des bombes atomiques. Eh bien, c'est exactement ce qu'il resterait de l'Amérique sous l'alternative de Donald Trump : dire, d'accord, on a plongé le reste du monde dans la dépression, mais on a du pétrole, du gaz, et la bombe atomique. On n'a plus d'industrie, et notre agriculture est en faillite. Autrement dit, il aurait transformé l'Amérique en station-service avec des bombes atomiques, s'il suit cette voie qui pousserait l'Iran à se défendre en disant : si on nous attaque et qu'on détruit notre économie, on entraînera le monde entier avec nous. Ce qui obligerait les autres à trouver une alternative, ou à vivre dans une dépression permanente jusqu'à ce qu'ils trouvent une issue qui nous sauve, eux et nous. C'est cette dynamique politique-là que je vois à l'œuvre.

#Glenn

Cette idée selon laquelle, si le système international s'effondre, l'économie mondiale s'écroule mais que, d'une manière ou d'une autre, les États-Unis s'en sortiraient mieux que les autres... Bon, on peut reconnaître qu'il y a un peu de vrai dans cet argument, notamment parce que les États-Unis disposent d'une grande souveraineté énergétique. Mais la comparaison qu'on entend souvent avec la Seconde Guerre mondiale me paraît... euh... non, pas juste. Parce que, à cette époque, il y a eu l'essor des grandes entreprises, énormément de progrès technologiques, et, globalement, après la guerre, les États-Unis étaient l'usine du monde, la banque du monde. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ils délocalisent leurs industries, et c'est le pays le plus endetté de toute l'histoire. Donc, clairement, ils ne sont plus dans la même position qu'à l'époque.

Donc, l'idée qu'on puisse sortir gagnant dans un monde comme celui-ci, ça n'a pas vraiment de sens. Mais ma dernière question portait sur les partenaires des États-Unis. Parce que si les États-Unis se tournent de plus en plus vers l'obtention de concessions économiques, on le voit bien ici en Europe. Par exemple, Trump peut proposer n'importe quel accord commercial aux Européens, ils sont obligés de le signer, de venir sur son terrain de golf pour parapher des accords qu'ils n'ont même pas envie de conclure. On entend aussi certains dire que les États du Golfe devraient rembourser aux États-Unis le coût des armes utilisées contre l'Iran. Et en Asie de l'Est, il y a eu des commentaires selon lesquels Taïwan et d'autres devraient commencer à transférer leurs industries de haute technologie vers les États-Unis.

Encore une fois, cette approche économique très extractive, qui commence maintenant à s'imposer pour inverser le déclin... Personne n'a vraiment envie de faire ça. Il semble que le principal levier dont disposent les États-Unis, c'est la dépendance en matière de sécurité. Les États-Unis sont un garant de sécurité, mais une puissance hégémonique en déclin finit souvent par susciter la

concurrence. Elle n'assure plus la sécurité au même niveau qu'avant, comme on le voit aussi bien en Europe que dans les pays du Golfe. Alors, selon vous, jusqu'où cela peut-il durer ?

#Michael Hudson

Eh bien, c'est exactement ce que les Émirats viennent de dire. Nous, on pensait deux choses. On pensait que, quand on achetait des armes américaines, elles allaient fonctionner. Mais ces armes, c'est un peu comme avoir une Rolls-Royce hors de prix dans le garage. C'est joli à regarder, mais ce n'est pas vraiment la voiture la plus efficace. Ces armes ne sont pas faites pour se battre. Pas pour faire la guerre. Pas pour attaquer. Pas pour se défendre. Elles sont juste là, posées sur le sol, pour faire plaisir à l'Amérique. Les armes ne marchent pas. Et le fait d'avoir une base ici est devenu une menace. Quand l'Amérique a attaqué l'Iran, l'Arabie saoudite et les pays arabes ont dit : « On ne nous a même pas consultés. » Et les pays européens ont réagi : « Attendez une minute, Donald Trump veut maintenant qu'on meure jusqu'au dernier Européen, en essayant de lancer une invasion terrestre de l'île de Kharg, en Iran. »

Alors, on mourra quand l'Amérique ne sera pas prête à le faire. Le fait est que l'Amérique agit seule, pour ses propres intérêts. Avoir une base militaire américaine là-bas, c'est en gros se mettre une cible sur le dos pour l'Amérique, pour l'Iran, et pour d'autres pays du même genre, partout dans le monde. Parce que les bases militaires américaines servent avant tout à attaquer. Elles ne sont pas défensives, elles sont offensives. Et si elles attaquent un ennemi, cet ennemi va riposter, les détruire, et détruire aussi le pays qui héberge la base. Donc, évidemment, ce n'est pas sûr. Mais surtout, je suis content que vous ayez mentionné ce que Trump a dit : que l'Irak doit nous rembourser tous les coûts de la guerre qu'on a menée pour le détruire, et qu'on va se faire rembourser en s'emparant de son pétrole.

Il l'a dit très clairement, et donc il s'est emparé de son pétrole. Et évidemment, il veut faire la même chose avec les pays arabes de l'OPEP. Eh bien, nous vous avons défendus. Maintenant, vous devez nous payer pour le coût de cette défense, avec notre complexe militaro-industriel, ses missiles hors de prix, ses avions, ses lance-missiles, et tout le reste, qui n'a jamais eu l'efficacité militaire qu'on vous avait promise. Nous sommes un tigre de papier, pour reprendre l'expression de Mao. Et franchement, pourquoi un pays voudrait-il d'une base militaire américaine, si ce tigre de papier ne va même pas le défendre ? Tout ce que ça fait, c'est en faire une cible, un point de mire pour les pays contre lesquels l'Amérique cherche à lancer une guerre, en les menaçant de destruction s'ils ne renoncent pas à leur souveraineté au profit des États-Unis et, personnellement, de Trump.

#Glenn

C'est un moment assez étrange, dans l'histoire du monde, pour miser sur les garanties de sécurité américaines. Je veux dire, c'est... enfin, les États-Unis n'en ont plus vraiment la possibilité non plus. Je suis très surpris, en regardant autour de moi, de voir à quel point il y a peu d'adaptation aux nouvelles réalités, à cette nouvelle répartition du pouvoir. On part encore du principe qu'on peut

appliquer les politiques hégémoniques des années quatre-vingt-dix à l'année deux mille vingt-six, alors que la répartition du pouvoir est clairement devenue post-hégémonique et multipolaire.

#Michael Hudson

Cette sécurité dont vous parlez depuis soixante-dix, quatre-vingts ans, c'est une fiction. C'est une fiction utile, qui permet de dire : « Nous allons vous protéger au cas où la Russie envahirait l'Europe. » Comme si la Russie allait envahir l'Europe ! C'est une illusion de croire que l'Europe a besoin d'être protégée contre la Russie. La Russie veut simplement qu'on la laisse tranquille. Et elle est prête à se battre contre l'Europe, à bombarder l'Allemagne, l'Angleterre ou la France si ces pays essaient d'attaquer la Russie, comme ils le font, ou s'ils fournissent à l'Ukraine des missiles pour frapper la production pétrolière et les raffineries russes, comme ils le font. La Russie a déjà tourné le dos à l'Europe. Elle veut se tourner vers l'Est, parce qu'à ses yeux, l'Europe fait partie d'une civilisation en échec. Elle décline. Et la Russie rejette non seulement l'Europe sur le plan économique, mais aussi ses valeurs sociales et son système politique pourri, un système où, si vous dites que vous êtes contre un génocide, on vous envoie en prison.

C'est censé être une démocratie. C'est nous qui sommes aux commandes, et dans une démocratie, on ne peut pas dire : « Ah non, on est contre... les Palestiniens ne devraient pas être exterminés. » Ça, c'est contraire à la civilisation. Et pour ça, on va en prison. L'Allemagne l'a fait, le Royaume-Uni l'a fait, et la France aussi, et ils arrêtent des gens pour avoir dit ça. Franchement, c'est une culture méprisante pour le reste du monde, et tout le monde voit maintenant, au grand jour, que l'Europe n'est pas du tout une démocratie. Tout ce discours du genre : « On est là pour vous protéger, vous devez nous payer pour qu'on vous protège », en réalité, ça veut dire : « Vous devez nous payer pour qu'on puisse mettre en place un système militaire qui vous menace de destruction si vous ne faites pas ce qu'on veut, et pour que vous suiviez des politiques commerciales inéquitables qui nous profitent, à nous, pas à vous. »

L'Amérique doit gagner, comme le dit Donald Trump. Et vous devez utiliser le dollar, celui qu'ils peuvent simplement imprimer, pour racheter votre industrie, vos matières premières, et bien d'autres choses encore. Vous devez rembourser les dettes que vous avez accumulées à cause des déficits commerciaux, en suivant les politiques d'investissement pro-américaines de la Banque mondiale. Et le FMI disait : ne produisez pas votre propre nourriture, achetez américain. Tout ce système, censé maintenir la prospérité et la liberté de l'économie mondiale, s'est révélé en réalité de plus en plus inégalitaire, de plus en plus polarisé, de moins en moins sûr, et de plus en plus susceptible de conduire exactement à cette issue inévitable du conflit que nous voyons aujourd'hui.

#Glenn

Oui, j'ai été interviewé il y a deux jours par un journal allemand, et j'expliquais que si l'Europe veut inverser son déclin, elle doit en finir avec les lignes de division en Europe. Autrement dit, mettre fin au conflit avec la Russie, et sortir l'Ukraine de la ligne de front de cette nouvelle guerre. Et on m'a

demandé : jusqu'à quel point est-ce possible ? Parce que, soi-disant, nos valeurs sont trop différentes, qu'on a la démocratie libérale et que les Russes sont autoritaires. Et là, je me suis dit... c'est quand même l'Allemagne dont on parle, celle où, si vous protestez contre un génocide, on vous met en prison. C'est assez incroyable qu'on soit encore enfermés dans ce cadre aussi étroit pour interpréter le monde, comme si c'était simplement les gentils contre les méchants. Bref, une dernière réflexion avant qu'on conclue ?

#Michael Hudson

Eh bien, toute la question, c'est : qu'est-ce que la démocratie ? Ce qu'on appelle démocratie en Occident, c'est exactement ce que c'était du temps d'Aristote, en Grèce. Il disait que ce qu'on prétend être la démocratie, c'est en réalité une oligarchie. On peut laisser les gens voter pour leurs dirigeants, pour les responsables politiques ou administratifs. Mais on ne peut pas voter pour le type d'économie qu'on veut, ni pour le type de société dans laquelle on vit. Tout cela est décidé par les couches les plus riches, les plus oligarchiques de la population. Or, le but même de la démocratie, c'est justement de savoir comment gérer une économie pour éviter qu'elle ne se polarise, et pour qu'elle agisse dans l'intérêt de l'ensemble de la population — en améliorant le niveau de vie, la productivité et le bien-être collectif.

Cela ne peut se faire qu'avec un gouvernement suffisamment fort, capable d'empêcher qu'une oligarchie financière ne se forme, ne polarise l'économie et ne démantèle l'autorité publique pour la transférer aux créanciers, aux propriétaires fonciers et aux détenteurs de richesses. L'idée, c'est que dans tout l'ancien Proche-Orient — Babylone, Sumer — les dirigeants avaient pour rôle d'empêcher que les dettes n'appauvrissent l'économie, d'éviter que les terres ne soient confisquées au profit d'acheteurs ou de grands propriétaires qui finissaient par tout accumuler. C'était une manière d'éviter que le Proche-Orient ancien, ou l'Asie occidentale, ne subisse le même sort que la civilisation occidentale, de la Grèce classique à l'Empire romain. Et aujourd'hui encore, nous vivons les conséquences de cette idée selon laquelle l'oligarchie crée un gouvernement, l'appelle démocratie, et affirme qu'un gouvernement qui n'est pas sous son contrôle n'est pas démocratique.

Dans un pays comme la Chine, dont le gouvernement cherche à agir pour accroître la productivité, la richesse et le niveau de vie, on appelle ça une autocratie. Eh bien, c'est le vocabulaire de la tromperie dans lequel nous vivons. Et une partie de la résolution du conflit économique que nous traversons aujourd'hui doit passer par une remise en question de cette manipulation idéologique du langage, afin de retrouver un vocabulaire plus réaliste pour expliquer pourquoi les économies occidentales se polarisent et s'appauvrissent, alors que d'autres pays, comme la Chine, ne suivent pas cette trajectoire. Qu'est-ce que la Chine fait, que nous ne faisons pas, et qui lui a permis d'élever sa population ? Il faut que cette discussion ait lieu. Pour l'instant, elle n'a même pas commencé. On en est encore au stade de l'impensable.

#Glenn

Oui, très loin. Eh bien, merci beaucoup d'avoir partagé votre point de vue. Ce qu'on voit là, c'est vraiment extraordinaire. Donc oui, encore merci.

#Michael Hudson

Merci de m'avoir invité, Glenn.